

Monsieur le président, étant donné les changements socio-économiques que connaît actuellement le pays, il est primordial, à mon avis, d'examiner à fond ces nombreux programmes et de déterminer dans quelle mesure ils incitent les jeunes Canadiens à participer à la vie de notre société et à trouver la formule qui leur permettra de développer pleinement leurs talents et leurs potentialités au service du pays. Monsieur le président, j'ai voulu profiter de ce débat pour donner un peu mes impressions. Depuis maintenant trois ans que je regarde la manière dont le gouvernement s'intéresse à la question des jeunes, je suis un peu renversé de voir qu'on a une politique pour le troisième âge, pour les femmes, pour les handicapés, pour les Indiens, les autochtones, mais qu'on n'a malheureusement aucune politique pour les jeunes. Je crois, monsieur le président, que le gouvernement du Canada actuellement, à cause des tensions sociales, des problèmes économiques, doit s'attarder à ce dossier et c'est un défi que j'espère ce gouvernement pourra relever avec brio. J'espère que dès le prochain discours du trône, on n'hésitera pas à se référer à ce secteur de la société dans l'intention de se tourner vers l'avenir et de mettre toutes les chances de son côté.

● (2110)

[Traduction]

**M. Bob Corbett (Fundy-Royal):** Monsieur l'Orateur, dans ce projet de loi le ministre des Finances (M. MacEachen) demande au Parlement d'approuver des emprunts de 6.6 milliards de dollars pour la réalisation de travaux publics et à des fins diverses. C'est la troisième fois en deux ans que le ministre nous demande un pouvoir d'emprunt supplémentaire au cours de la même session. Si ce pouvoir lui est accordé ce soir, le total des emprunts autorisés au cours de cette période sera de 32.6 milliards de dollars.

Si le Parlement approuve cette demande du ministre, il aura un pouvoir d'emprunt total de 9.6 milliards de dollars puisqu'il a un pouvoir d'emprunt de 3 milliards de dollars qui n'a pas expiré à la fin du dernier exercice financier. Ces demandes répétées de pouvoir d'emprunt supplémentaire rendent dérisoires les objectifs de restrictions, d'équité et de renouveau économique, qui se sont déjà envolés en fumée. Nous savons que le gouvernement n'a rien fait pour le renouveau économique. Ses tentatives pour en arriver à l'équité ont été désastreuses et il nous dit maintenant qu'il va abandonner les restrictions économiques.

Comment le gouvernement va-t-il faire cela? Imposer des restrictions consiste à tenir compte des limites financières du pays plutôt qu'à endetter encore plus les Canadiens en empruntant 6.6 milliards de dollars. Pour que les restrictions soient efficaces il faut généralement bien gérer l'économie et non pas s'enliser encore davantage pour payer les prodigalités ou la mauvaise gestion du gouvernement. A propos de l'incurie et des habitudes de dissipation du gouvernement, examinons quelques-unes des mesures que le gouvernement du premier ministre (M. Trudeau) a prises au cours des années. Voyons un peu ce que ces géants de la finance ont fait. On pourrait presque s'en amuser si ce n'était des tristes répercussions de ces mesures.

En février 1981, le Canadien National a dépensé \$64,244 en publicité dans un journal pour souhaiter à son principal concurrent, le Canadien pacifique un joyeux anniversaire. C'est le

genre de mesure que nous devons à l'actuel gouvernement. Je pourrais en énumérer bien d'autres.

Autre exemple: Dans son rapport annuel de 1978-79, le Vérificateur général a souligné que depuis 1974 le ministère de l'Environnement payait en vertu d'un bail de location à long terme expirant en 2045 un loyer annuel de \$241,000 pour une propriété en Colombie-Britannique qu'il n'occupait même pas. Le gouvernement a en outre payé un impôt foncier de \$56,000 en 1978 et 1979 pour cette propriété.

Prenons, si vous le voulez bien, un exemple plus actuel et qui touche de plus près les Canadiens. Le gouvernement a dépensé plus de 65 millions pour le programme de conversion au système métrique. Rien que l'an dernier, la Commission du système métrique a dépensé 12.4 millions pour un programme dont les Canadiens ne veulent même pas. On les oblige à financer un programme dont ils n'ont que faire. C'est un peu comme s'ils organisaient leur propre suicide. Dans la même veine, le gouvernement a engagé deux chefs pour la somme de \$110,000 pour promouvoir pendant six semaines à la télévision la cuisine en unités métriques. Non mais rendez-vous compte?

Voyons maintenant ce qui s'est passé avec Petrofina, ce géant de l'industrie pétrolière. En 1981, le gouvernement fédéral a racheté cette société pour la somme approximative de 1.46 million ou encore \$120 par action. A l'époque, les actions de Petrofina se négociaient à \$90 et plusieurs maisons de courtage estimaient que la valeur réelle des actions était d'environ \$80. En d'autres termes, le gouvernement fédéral a versé entre 365 millions et 486 millions de trop pour devenir propriétaire de stations d'essence dans l'est du pays. C'est pour cela que l'on nous demande d'affecter des crédits ou que l'on nous demande d'extorquer de l'argent aux contribuables canadiens.

Ici même, dans la région de la Capitale nationale, on évaluait, au début des années 1970, le coût de construction des quatre phases du complexe de Place du Portage à 124.5 millions. Lorsque les travaux se sont achevés en 1979, la note avait atteint 217.5 millions, soit 93 millions de plus que prévu.

En 1973, des associés du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Munro) se voyaient attribuer un contrat qui n'avait pas fait l'objet d'un appel d'offres pour la vente de boissons et d'aliments à la Place du Portage pour une durée de 20 ans. Ils ont été expulsés en 1980 par le ministère des Travaux publics parce qu'ils avaient un arriéré de loyer de \$490,000 pour les trois magasins qu'ils géraient dans le complexe.

Au cours des cinq prochaines années, des contribuables canadiens vont payer \$4,000 par mois pour le loyer d'un appartement loué par le ministère des Travaux publics à Vancouver à l'intention d'un haut fonctionnaire fédéral. On justifie cette dépense en prétendant que l'appartement va servir à des réceptions. Un adjoint du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan) est allé jusqu'à dire qu'il s'agissait d'une somme dérisoire. Je soupçonne, monsieur l'Orateur, que, pour eux, 6.6 milliards de dollars ne sont que des broutilles.

● (2120)

**M. Munro (Esquimalt-Saanich):** Des miettes, en somme.

**M. Corbett:** Et ainsi de suite à n'en plus finir. La publicité est l'un des gaspillages les plus flagrants de deniers publics auxquels le gouvernement se livre. En 1982-1983, le budget